

L'Europe à un tournant ?

Pierre Khalfa – janvier 2015

Il y a environ 2500 ans, une rupture fondamentale dans l'histoire connue de l'humanité s'est produite en Grèce. Pour la première fois, des êtres humains ont affirmé explicitement que les lois qui les gouvernent sont issues d'eux-mêmes et non pas d'une source extérieure à eux-mêmes (Dieu, les dieux, les ancêtres, la tradition, etc.), et qu'en conséquence, ils peuvent donc les changer. Cette création historique, pour employer le vocabulaire de Cornélius Castoriadis, a eu des conséquences considérables. Elle a entraîné dans le même mouvement la création de la philosophie, de la politique et de l'idée démocratique.

Le retour de la démocratie

La victoire de Syriza aux élections législatives du 25 janvier 2015 marque un tournant dont, toutes proportions gardées, l'ampleur pourrait être comparable. Depuis des décennies, les classes dirigeantes, les idéologues à leur service et la plupart des médias nous expliquent qu'il n'y a qu'une seule politique possible, le fameux TINA (*there is no alternative*) de Margaret Thatcher. L'Union européenne, machine à fabriquer du droit, a poussé jusqu'au bout cette logique. Les traités européens et les directives qui en sont issues ont constitutionnalisés les politiques d'austérité afin d'empêcher tout débat démocratique réel, d'exclure de la décision citoyenne les politiques économiques et sociales, et de museler ainsi la souveraineté populaire. Les politiques économiques se réduisent à appliquer une série de normes, impératifs catégoriques sur lesquels les peuples n'ont rien à dire. L'Union réalise ainsi à sa manière l'utopie saint-simonienne où « l'administration des choses remplace le gouvernement des hommes », l'emploi systématique du terme « gouvernance » venant acter d'un point de vue lexicologique cette orientation. La politique, comme confrontation entre des choix différents, et la démocratie, comme méthode pour trancher entre eux, ont été mises de côté.

Le succès éclatant de Syriza traduit, avec le rejet de l'austérité et d'une classe politique particulièrement corrompue, le refus de cette logique. Cette victoire renoue avec l'idée que ce sont les êtres humains qui doivent décider de leur propre sort. La politique et la démocratie retrouvent droit de cité et ce, malgré les pressions de toute sortes qu'a subi le peuple grec. C'est cela qui fait aujourd'hui le plus peur aux institutions et aux gouvernements européens, au-delà même des orientations concrètes de Syriza, car un succès de son projet serait porteur de contagion dans tous les autres pays européens. Des décennies de néolibéralisme n'auraient pas réussi à museler les peuples. L'aspiration à une démocratie réelle est aujourd'hui le nouveau spectre qui hante les classes dirigeantes européennes. Dans son discours le soir des élections, Alexis Tsipras l'a d'ailleurs clairement pointé en indiquant que la victoire de Syriza était une victoire de tous les peuples d'Europe.

L'enjeu de la dette

Un bras de fer est donc aujourd'hui engagé. Il portera d'abord sur la dette. Celle-ci est largement illégitime. Quadruplant pendant la dictature des colonels entre 1967 et 1974, elle a continué à croître par la suite à cause de l'importance des dépenses militaires (4% du PIB, contre 2,4% en France) dont les entreprises européennes ont été les grandes bénéficiaires, des dépenses pour la plupart inutiles des jeux olympiques de 2004, de la corruption généralisée des classes dirigeantes et de l'impossibilité de faire payer l'impôt aux plus riches, parmi lesquels l'Église orthodoxe.

La croissance de la dette depuis la crise est le produit de l'effet combiné des cures d'austérités, qui ont plongé le pays dans la dépression, et de la spéculation financière qui fait exploser les taux d'intérêt. En 2009 avant même l'éclatement de la crise de la dette grecque, les banques se refinançaient auprès de la Banque centrale européenne (BCE) au taux de 1 % et prêtaient à la Grèce à 6 %, ce taux passant même à 12 % début 2010. Salué par la plupart des commentateurs, le retour de la Grèce sur les marchés financiers en avril 2014 s'est traduit par un emprunt à un taux de 4,75 % alors que le taux de refinancement des banques était de 0,25 %. Conséquence : la dette est passée de 113 % du PIB en 2009 à plus de 175 % aujourd'hui et se monte à 319 milliards d'euros et ce, malgré une timide restructuration en mars 2012.

Face à la spéculation financière, les gouvernements grecs ont accepté les aides de l'Union européenne. Ces aides¹, dont on nous rebat les oreilles, n'ont d'ailleurs essentiellement servi qu'à payer les intérêts de la dette. Elles ont été conditionnées par l'application de plans d'austérité et de réformes structurelles qui ont plongé le pays dans la dépression. Le PIB a ainsi diminué de 25 % en cinq ans, ce qui a contribué à augmenter le ratio dette/PIB. La Grèce a été ainsi prise dans une spirale mortifère. Obligée de faire appel de nouveau à l'aide européenne, elle a dû subir de nouveaux plans d'austérité qui n'ont fait qu'aggraver la situation. Ces aides ont d'ailleurs permis aux prêteurs de s'enrichir sur son dos² : ils ont emprunté sur les marchés financiers à un taux relativement bas pour prêter à la Grèce à un taux nettement plus élevé. C'est notamment le cas de la France qui possède aujourd'hui 40 milliards de titres de la dette grecque. Bref, l'aide à la Grèce a surtout aidé ses créanciers.

Dans ce processus, les banques se sont débarrassées de la dette grecque et cette dernière est aujourd'hui essentiellement détenue par des institutions publiques³ : le Fonds monétaire international (FMI), le Fonds européen de solidarité financière (FESF), le Mécanisme européen de solidarité (MES), les États européens, la BCE. C'est dire que la question, avant d'être économique est surtout politique. Le cas de la BCE l'illustre jusqu'à la caricature. La BCE possède 27,7 milliards d'euros de la dette grecque et refuse obstinément (pour le moment) toute annulation. Or, elle pourrait sans aucun risque économique rayer d'un trait de plume ces 27,7 milliards. En effet, une banque centrale ne court aucun risque financier puisqu'elle peut se refinancer elle-même en cas de problème par création monétaire et de toute façon, cette somme n'est qu'une goutte d'eau par rapport aux sommes prêtées aux banques.

Courant 2015, la Grèce doit théoriquement rembourser plus de 22,5 milliards d'euros⁴ avec une première échéance dès le mois de mars, date à laquelle elle doit rembourser 4,5 milliards d'euros au FMI. Les prochaines semaines vont donc être décisives. Syriza a évalué à 12 milliards d'euros la somme nécessaire pour répondre à l'urgence humanitaire et relancer l'activité économique. Somme modeste en comparaison des 1000 milliards d'euros que la BCE, dans le cadre du programme LTRO⁵ avait prêté aux banques, à un taux d'intérêt dérisoire, sans la moindre contrepartie. Il est impossible au nouveau gouvernement grec de tenir à la fois les échéances de remboursement et ses engagements électoraux. Le piège risque donc de se refermer sur lui... sauf à décider d'un moratoire sur le remboursement de la dette. Ce moratoire devrait être suivi d'un audit permettant de faire toute la lumière sur les conditions de formation de la dette⁶. Patrick Artus, que l'on ne peut soupçonner de complaisance vis-à-vis de Syriza, note qu'un effacement total de la dette grecque « ne changerait pas significativement la solvabilité budgétaire des pays de la zone euro⁷ ». Il confirme ainsi que la question de la dette grecque est avant tout politique et renvoie à l'avenir de l'Europe.

L'Europe change-t-elle ?

Plusieurs mesures récentes ont amené de nombreux commentateurs à analyser un changement de cap de l'Union européenne⁸. Face à la menace de déflation et au risque politique que constituerait l'arrivée au pouvoir de la gauche radicale, l'Union européenne serait en train d'abandonner sans le dire l'ultralibéralisme qui constituait sa matrice originelle. Qu'en est-il exactement ?

¹ Le montant total des aides à la Grèce s'élève à 240 milliards d'euros (110 milliards décidés en mai 2010, et 130 milliards en mars 2012).

² La Grèce a cependant obtenu depuis mars 2012 que les profits réalisés par la BCE sur les obligations d'Etat lui soient reversés.

³ UE : 53 milliards d'euros ; FESF/MES : 141,8 milliards ; FMI : 32 milliards ; BCE : 27,7 milliards ; dette de marché : 44 milliards (*Flash Natixis*, 5 janvier 2015, n° 12).

⁴ Chiffre cité par *Le Monde* du 27 Janvier 2015.

⁵ Dans le cadre du programme *Long Term Refinancing Operation* (LTRO), la BCE avait en deux fois, décembre 2011 et février 2012, prêté 1000 milliards d'euros aux banques dans l'espoir, resté vain, que celles-ci prêteraient aux entreprises afin de relancer l'économie.

⁶ Voir Eric Toussaint, « Pour un véritable audit de la dette grecque », *Le Monde*, 21 janvier 2015.

⁷ *Flash Natixis*, n° 12, 5 janvier 2015.

⁸ Voir notamment les éditoriaux de Bernard Guetta sur France Inter.

Les annonces de la Commission européenne

La première mesure a été l'annonce faite par Jean-Claude Juncker d'un plan d'investissement européen de 315 milliards d'euros sur trois ans dans des grands projets d'infrastructures dans les transports et l'énergie, la recherche et l'innovation ainsi que les PME. Or il s'agit d'un plan largement en trompe-l'œil avec très peu d'argent public, qui repose essentiellement sur la bonne volonté du secteur privé dont on voit mal pourquoi il changerait de comportement dans les circonstances actuelles et se mettrait à investir dans des projets dont la rentabilité est aléatoire⁹.

La deuxième mesure est une annonce passée un peu inaperçue. La Commission européenne a annoncé que les dépenses d'investissement pourront être exclues du calcul du déficit budgétaire. Si tel était réellement le cas il s'agirait effectivement d'un tournant important qui, de fait, remettrait en cause le Pacte de stabilité avec sa limite à 3 % du PIB du déficit budgétaire, et le Traité sur la stabilité, la coopération et la gouvernance (TSCG) de la zone euro qui impose que le déficit structurel, hors effet de la conjoncture, soit au plus égal à 0,5 % du PIB. Mais ce n'est hélas pas le cas !

Tout d'abord, et contrairement à certains effets d'annonce, ce ne sont pas tous les investissements d'un État qui seront concernés. Le journal *Les Echos* précise les conditions d'une telle mesure¹⁰. Il s'agit d'abord d'assurer « que tout argent public mis directement dans le fonds européen chargé de porter le plan d'investissement de 315 milliards d'euros voulu par Jean-Claude Juncker ne sera pas pris en compte dans le calcul du déficit de ce pays ». Cette mesure qui vise à inciter les États à participer activement à ce plan aura des effets limités puisque ce dernier est essentiellement bâti sur l'investissement privé. Ensuite, « Pour les pays dont le déficit est en dessous¹¹ de 3 %, l'exécutif européen s'engage à ne pas tenir compte pour le calcul de la trajectoire budgétaire, de toute dépense engagée conjointement avec l'UE dans la construction d'une infrastructure ». Cette dernière mesure ne changera donc rien pour le calcul du déficit public des pays qui, étant en difficulté, ne respectent pas le critère des 3 %. La Commission aide ceux qui sont en bonne santé et continue d'enfoncer les autres.

Pire même, comme le note toujours *Les Echos*¹², « Les dépenses d'investissement pourront ainsi être exonérées à certaines conditions du calcul du déficit public, et il pourra être donné plus de temps aux pays en infraction avec la règle des 3 %, s'ils en font la demande et s'ils présentent un programme de réformes structurelles jugé sérieux et important¹³ ». L'obligation à mettre en œuvre des réformes structurelles persiste. Ce terme, dans la novlangue des institutions internationales et des économistes *mainstream*, signifie flexibilisation à outrance du marché du travail, remise en cause de la protection sociale, baisse des salaires, privatisations, c'est-à-dire ce que tous les pays européens subissent de façon plus ou moins accentuée depuis des années. Ce sont ces politiques qui ont mené à la catastrophe actuelle.

La BCE sur le devant de la scène

Cette injonction accompagne aussi les dernières mesures de la BCE qui ont été annoncées le 22 janvier. Ce programme dit de *Quantitative Easing* (QE) prolonge les mesures déjà annoncées en 2014¹⁴. Il a été encensé comme un « virage historique » (*Libération* du 23 janvier 2015) par les commentateurs et présenté comme étant la bonne solution pour sortir de la déflation qui menace. Mais à y regarder de plus près, il est douteux que ce soit le cas.

La BCE a annoncé qu'elle allait acheter 60 milliards d'euros de titres par mois (dont les deux tiers seront des obligations d'État) de mars 2015 à septembre 2016, soit en tout 1140 milliards. Tout d'abord, remarquons que la BCE proprement dit n'achètera au plus que 20 % des titres d'un État, le restant étant acheté par les banques centrales nationales. Il s'agit de leur faire porter le risque de ces

⁹ Pour une analyse plus précise du plan Juncker, voir <http://blogs.mediapart.fr/blog/pierre-khalifa/031214/les-faux-semblants-du-plan-juncker>

¹⁰ http://www.lesechos.fr/journal20150114/lec1_monde/0204078042115-les-depenses-dinvestissement-pourront-etre-exclues-du-calcul-du-deficit-une-victoire-pour-renzi-1083034.php

¹¹ C'est moi qui souligne.

¹² http://www.lesechos.fr/journal20150114/lec1_monde/0204077541287-deficit-bruxelles-assouplit-les-regles-mais-attend-encore-des-efforts-de-paris-1082987.php

¹³ C'est moi qui souligne.

¹⁴ Voir Pierre Khalifa, <http://blogs.mediapart.fr/blog/pierre-khalifa/110914/super-mario-au-secours-de-l-economie-europeenne>

achats. Mais comme les banques centrales nationales font partie avec la BCE du Système européen des banques centrales, il est peu probable que cela ait la moindre conséquence... sauf si un État se décide à faire défaut sur sa dette. De plus, la BCE ne pourra détenir plus d'un tiers de la dette d'un État. Enfin, les conditions d'achat des titres publics sont draconiennes. La BCE n'achètera que les emprunts publics étant les mieux notés, sauf si le pays accepte un programme d'aide du FMI, c'est-à-dire se soumet à la purge sociale que sont les réformes structurelles. La BCE ne laisse le choix qu'entre la ruine financière et la dévastation sociale. C'est évidemment la Grèce qui est visée ici. Soit, elle accepte de continuer à se soumettre au diktat de la Troïka, soit la BCE n'achète pas ses titres, ce qui reviendrait à livrer la Grèce à la spéculation financière.

Au-delà, l'achat des titres publics se fera sur le marché secondaire. La BCE ne les achètera donc pas directement aux États, mais aux banques auxquelles les États auront emprunté. La dette publique restera donc sous l'emprise des marchés financiers qui pourront tout à loisir imposer leur loi. Aujourd'hui, les banques empruntent à la BCE au taux de 0,05 % et prêtaient par exemple début janvier à l'Espagne aux alentours de 4 %. En fait cette mesure ne fait que donner l'assurance aux banques que les titres d'État qu'elles possèdent seront garantis puisque la BCE les achètera. Remarquons que ce n'est pas la première fois que la BCE achète des titres publics sur le marché secondaire. Le SMP (Securities Markets Programme) avait permis à la BCE d'acheter 217 milliards d'euros d'obligations d'État de mai 2010 au début 2012 sans que cela n'empêche la crise économique de s'amplifier.

Les mesures prises par la BCE reviennent à distribuer de l'argent aux banques en espérant que celles-ci prêtent aux entreprises et aux ménages afin de relancer l'activité économique. L'hypothèse implicite de ces mesures est que la stagnation économique actuelle est due à un manque de liquidités. Or ce diagnostic est faux. Les entreprises européennes baignent dans les liquidités¹⁵. Celles-ci s'élèveraient en 2012 à 2400 milliards d'euros¹⁶. En France, les entreprises non financières du CAC 40 détiendraient environ 160 milliards d'euros de cash. Ce n'est donc pas l'argent qui manque aux entreprises pour investir¹⁷. Mais pourquoi investiraient-elles alors que la demande publique ou privée est anémiée par les politiques d'austérité et que l'activité économique stagne ? Nous sommes dans une situation que les économistes nomment « trappe à liquidité », situation dans laquelle la politique monétaire devient peu ou pas opérante. Faute de demande, l'argent distribué par la banque centrale n'est pas injecté dans le circuit économique et les liquidités sont soit stockées pour faire face à des coups durs, soit utilisées à des usages financiers : rachat d'actions, versements de dividendes, fusions/acquisitions. L'argent distribué aux banques par la BCE risque fort de ne servir qu'à cela avec le risque de création d'une nouvelle bulle financière.

Certes, ces mesures conforteront une baisse de l'euro déjà en cours, ce qui est favorable aux exportations hors de la zone euro. Mais les pays émergents sont en crise et même la Chine connaît un ralentissement économique. De plus, en supposant même que les exportations connaissent un boom significatif, cela ne sera pas suffisant pour vraiment relancer l'activité qui ne peut être portée que par la demande interne. Or celle-ci est anémiée, bien que les besoins existent, par les politiques d'austérité et les réformes structurelles.

Une autre politique monétaire serait pourtant possible. Elle consisterait pour la BCE et les banques centrales nationales à financer directement, ou à travers un établissement ad hoc, les investissements nécessaires à la satisfaction des besoins sociaux et à la transition écologique, ce qui aurait permis de passer outre à la faiblesse de l'investissement privé et de relancer ainsi l'activité. Mais cela aurait supposé une rupture avec les conceptions monétaristes qui règnent encore aujourd'hui. Comme l'écrit Jean-Marie Harribey¹⁸, « la conception dominante de la monnaie et de sa création reste inchangée.

¹⁵ Voir *Flash Économie Natixis* n° 595, 24 juillet 2014, <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=78145> et Christian Chavagneux, *La BCE ou l'inefficacité de la politique monétaire*, http://www.alternatives-economiques.fr/page.php?controller=article&action=html&id_article=69304&id_parution=633

¹⁶ Chiffre cité par Éric Toussaint, *Super Mario Draghi 2.0 pour les banquiers*, <http://cadtm.org/Super-Mario-Draghi-2-0-pour-les>

¹⁷ Les PME/PMI prises en tenaille entre les exigences de leurs donneurs d'ordre et les réticences des banques à leur faire crédit sont dans une situation beaucoup plus difficile.

¹⁸ <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2015/01/26/de-frankfort-a-athenes-qui-change-vraiment/#>

Dans l'esprit des dirigeants européens, la monnaie ne peut être créée directement qu'à destination des activités privées, et jamais vers celles qui relèvent de la sphère publique. Tel est l'implicite de l'interdiction faite aux banques centrales d'acheter directement aux États leurs bons du Trésor ».

Et maintenant ?

Le discours des dirigeants européens est passablement contradictoire. D'une part, ils semblent avoir pris conscience du risque de déflation et de stagnation économique prolongée, mais d'autre part, ils refusent d'en finir avec ce qui est à la racine de la situation actuelle : les cures d'austérité et les réformes structurelles. Cela entraîne de la part des institutions européennes des mesures toujours insuffisantes et prises trop tardivement. Ce type de mesures a certes permis d'éviter que la zone euro explose, mais elles n'ont pas empêché que l'Union européenne soit dans une situation économique et sociale désastreuse. Si la Commission semble vouloir lâcher un peu de lest sur le respect des équilibres budgétaires, comme le montre « l'indulgence » avec laquelle est traitée la France, c'est à la condition que se poursuivent et s'amplifient les réformes structurelles.

La réaction des dirigeants européens à la victoire de Syriza se situe totalement dans cette perspective. D'une part, ils font preuve d'une certaine compréhension envers le peuple grec - comment d'ailleurs faire autrement devant un pays à ce point dévasté ? - mais d'autre part, ils insistent sur « le respect des engagements » pris par les précédents gouvernements et refusent toute annulation, même partielle, de la dette. Il est clair que tout sera fait pour que le nouveau gouvernement grec soit obligé de se couler dans le moule néolibéral et renie ses engagements. Dans cette situation, certains prônent une sortie de la Grèce de l'euro, censée permettre à ce pays de retrouver des marges de manœuvres.

Cette solution est à la fois problématique économiquement et suicidaire politiquement. Frédéric Lordon, qui en est partisan, note lui-même que « il faut avoir l'honnêteté de reconnaître qu'entre difficultés logistiques de la réinstallation de la drachme, imperfections de la mise en place des contrôles de capitaux, super-dévaluation de fait, immédiateté de l'inflation importée, temps de réponse des exportations, etc., un processus de sortie-défaut commencera par une phase passablement chaotique, dont la stabilisation, puis la matérialisation des bénéfices, demanderont au moins douze et plus probablement dix-huit mois¹⁹ ». Lordon oublie d'ailleurs d'indiquer qu'une dévaluation massive de la monnaie appauvrirait encore plus les grecs, que la drachme serait immédiatement soumise à la spéculation financière et que les bénéfices attendus seraient tout sauf certains au vu de la situation de l'économie grecque.

Mais le problème est moins économique que politique. Syriza s'est engagé à ne pas sortir de l'euro et à appliquer son programme. C'est sur cet engagement que ce parti a remporté les élections. Que diraient les électeurs si brusquement Syriza changeait d'avis ? Il serait mis au même rang que tous les autres partis qui ont trahi leurs engagements et serait balayé. De plus, Lordon ne voit pas qu'une bataille politique est en train de s'ouvrir sur la nature de la construction européenne. La sortie de l'euro, alors même que cette bataille est à peine engagée, serait un cadeau aux classes dirigeantes européennes qui ne demandent que ça : que la Grèce se débrouille, paie le prix de son insolence et laisse l'Union tranquille. Le nouveau gouvernement grec doit prendre des mesures pour en finir avec les ravages sociaux. Les institutions européennes vont vouloir l'étouffer, quitte à menacer et peut-être à tenter d'expulser la Grèce de la zone euro. Pour qu'un tel projet échoue, le peuple grec ne doit pas être laissé seul. Il ne s'agit pas ici d'une simple solidarité, car son combat est directement le nôtre. La victoire de Syriza ouvre une perspective nouvelle en Europe, à nous tous de faire en sorte qu'elle ne se referme pas.

¹⁹ <http://blog.mondediplo.net/2015-01-19-L-alternative-de-Syriza-passer-sous-la-table-ou>